

Monsieur le maire, Madame la maire,

L'Associació Catalana de Municipis i Comarques (Association catalane des communes et cantons, ACM) et l'Associació de Municipis per la Independència (Association des communes pour l'indépendance) sont deux organismes de représentation des communes qui rassemblent 98 % des communes de Catalogne.

Les communes, en tant qu'administrations les plus proches des citoyens, ont le triple devoir de chercher des solutions aux problèmes de notre société, de respecter le mandat démocratique qui leur a été confié et de veiller à demeurer l'un des principaux instruments de la cohésion et de la vie en commun. S'agissant des maires catalans, outre que nous sommes confrontés aux mêmes problèmes et défis que toute commune européenne, nous sommes également victimes d'une situation politique très grave en raison du refus par le gouvernement espagnol d'accepter d'autoriser un référendum sur l'autodétermination.

Deux ans après des élections qui ont donné la majorité absolue aux indépendantistes, et compte tenu du fait que plus de 80 % de la population catalane est favorable au droit de décider, le Parlement de Catalogne a adopté à la majorité absolue, le 6 septembre dernier, une loi habilitant le gouvernement catalan à tenir un référendum d'autodétermination le 1<sup>er</sup> octobre prochain. Plus de 75 % des maires de Catalogne ont immédiatement souscrit un manifeste politique de soutien à la tenue du référendum.

La réaction de l'État espagnol a été immédiate. La Cour constitutionnelle espagnole a suspendu la loi. Le procureur général de l'État a commencé à citer à comparaître tous les maires ayant souscrit le manifeste, tandis qu'il engageait des poursuites à l'encontre des présidents des associations signataires, l'ACM et l'AMI, en invoquant les délits de désobéissance, prévarication et détournement de fonds.

En tant que maires catalans démocratiquement élus, nous sommes d'avis que la question politique qui se pose en Catalogne ne doit être résolue que par des

moyens politiques, démocratiques et pacifiques, en donnant la parole au peuple pour lui permettre de décider librement du statut politique qu'il souhaite se donner dans le futur.

Pour toutes ces raisons, nous tenons à dénoncer le harcèlement judiciaire et policier subi par les institutions démocratiques en Catalogne et, de ce fait, par l'ensemble du peuple catalan. Nous nous adressons à vous pour vous demander, en tant que maire démocratiquement élu(e) de l'Union européenne, de soutenir les institutions et le peuple de la Catalogne dans ce combat pour la démocratie et la liberté face aux pratiques totalitaires de l'État espagnol. Nous vous demandons de faire tout ce qui est à votre portée, que ce soit au niveau local ou national, afin que l'Europe réagisse à cette violation des piliers fondamentaux de la construction européenne : la démocratie, la liberté, le respect et la dignité.

Veuillez agréer, Monsieur le maire, Madame la maire, l'expression de nos sentiments distingués.

**Miquel Buch i Moya**

Président de l'Association  
catalane des communes

**Neus Lloveras i Massana**

Présidente de l'Association  
des communes pour l'indépendance